

la Strada

Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri
Steunpunt thuislozenzorg Brussel

Rapport d'activités 2016

Dit verslag is beschikbaar in het Nederlands op aanvraag via communication@lastrada.brussels

Rapport annuel 2016 de l'asbl Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abris, *la Strada*
15, rue de l'Association
1000 Bruxelles
02/880.86.89
www.lastrada.brussels

Bruxelles, mars 2017

Depuis près de 10 ans, de nombreuses mains sont venues s'associer aux nôtres pour contribuer ensemble à la lutte contre la grande précarité.

Merci à toutes celles et tous ceux qui ont permis et permettent toujours à la Strada de réaliser ses missions.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	3
INTRODUCTION	5
1. AXE OBSERVATOIRE : RECHERCHE ET MONITORING	7
A. RECUEIL CENTRAL DE DONNÉES.....	7
1. <i>l'analyse des données sur cinq ans</i>	7
2. <i>La protection de la vie privée</i>	7
3. <i>Groupes de travail 'Recueil central de données'</i>	7
B. RECHERCHE LOGEMENT ACCOMPAGNÉ	8
C. RECHERCHE HOUSING FIRST	8
D. DÉNOMBREMENT DES PERSONNES SANS ABRI OU MAL LOGÉES.....	11
1. <i>Le cadre</i>	11
2. <i>Base scientifique : un cadre de recherche reconnu et partagé sur le plan international</i>	12
3. <i>Collaboration intersectorielle</i>	12
4. <i>Diffusion des données récoltées</i>	13
5. <i>Planification du dénombrement de novembre 2016</i>	13
6. <i>Conclusion</i>	15
E. AUTRES PROJETS DE RECHERCHE	15
1. <i>MEHOBEL (Measuring Homelessness in BELgium)</i>	15
2. <i>Action COST CA15218: Measuring homelessness in Europe</i>	16
2. AXE MISE EN RÉSEAU	18
A. LA CONCERTATION BRUXELLOISE DE L'AIDE AU SECTEUR SANS-ABRI.....	18
1. <i>Thèmes abordés</i>	18
2. <i>Groupe de travail Structures d'hébergement non-agrées (SHNA)</i>	18
3. <i>Groupe de travail Accès au logement</i>	19
B. ESPACE DE PAROLE	19
C. CONSEIL CONSULTATIF, SECTION DES INSTITUTIONS ET SERVICES POUR LA FAMILLE ET L'AIDE SOCIALE	20
D. CONCERTATION ET MISE EN RÉSEAU AVEC D'AUTRES SECTEURS.....	21
1. <i>Groupe de travail 'Passerelles'</i>	21
2. <i>Groupe de travail 'Logement' de la Plate-forme de concertation Santé mentale bruxelloise</i>	22
E. PLATE-FORME BELGE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ.....	23
3. AXE AIDE AUX JUSTICIABLES.....	24
A. INTRODUCTION	24
B. LES STRUCTURES DE COORDINATION DES COMMUNAUTÉS DANS LA PRISON BRUXELLOISE (SITE FOREST-SAINT-GILLES ET BERKENDAEL)	24
1. <i>Le Comité de concertation</i>	24
2. <i>Les réunions de concertation Coordinateurs des Communautés-Direction locale de chaque prison</i>	25
3. <i>Les groupes de travail thématiques</i>	25
C. LA COORDINATION PROPRE AUX SERVICES AGRÉÉS PAR LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE.....	26
1. <i>L'organisation d'une matinée d'étude</i>	26
2. <i>L'organisation d'une journée thématique</i>	26
3. <i>Outil informatique</i>	26
4. <i>Le kit de sortie</i>	26
5. <i>Les brochures</i>	26
6. <i>Activités journalières</i>	26
7. <i>Transversalité et collaboration avec d'autres institutions</i>	27
D. RÉALISATIONS PROPRES DES COORDINATEURS DES COMMUNAUTÉS	27
E. EN CONCLUSION	28

4. AXE COMMUNICATION, ÉCHANGE D'INFORMATIONS	29
A. DIFFUSION DE L'INFORMATION	29
1. <i>Plan de communication</i>	29
2. <i>Site internet</i>	29
3. <i>PILS</i>	29
4. <i>Newsletter</i>	30
5. <i>Plans « Services d'aide aux personnes sans abri et Services d'aide aux justiciables »</i>	30
6. <i>Midis de la Strada</i>	30
7. <i>Veille informative</i>	31
8. <i>Bibliothèque</i>	31
B. PARTICIPATION ET INTERVENTIONS LORS DE COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDE, SÉMINAIRES	31
1. <i>Transmission de l'expertise de la Strada lors de colloques</i>	31
2. <i>Semaine du secteur de l'aide aux sans-abri</i>	33
C. COMITÉS DE PILOTAGE ET ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS	34
<i>Capteur de logements, initiative de l'asbl Ilot</i>	34
5. AXE SUPPORT	35
A. SUPPORT INFORMATIQUE	35
1. <i>Les tâches récurrentes</i>	35
2. <i>Clarification sur divers sites</i>	35
3. <i>Outils et collaboration avec le secteur</i>	35
4. <i>Conclusions et perspectives</i>	36
B. SUPPORT ADMINISTRATIF	37
1. <i>Comptabilité et finances</i>	37
2. <i>Traductions</i>	37
6. AXE GESTION INTERNE	38
A. GESTION DE L'ÉQUIPE	38
B. COMPOSITION DE L'ÉQUIPE EN 2016	38
C. CONSEIL D'ADMINISTRATION	40
1. <i>Participation au Conseil d'administration</i>	40
2. <i>Composition</i>	40
D. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	40
CONCLUSION	41
GLOSSAIRE DES ABREVIATIONS	42

INTRODUCTION

L'année 2016 a été marquée par une tension importante entre les besoins du secteur de l'aide aux personnes sans abri à l'égard de son centre d'appui et les possibilités réduites de celui-ci à y répondre.

Les besoins sont liés d'une part à la poursuite des missions et projets initiés avec les services partenaires, que ce soit la récolte centrale des données, la poursuite des espaces de parole, la mise en avant de thèmes fondamentaux au sein des espaces de concertation, etc. ; et d'autre part à l'annonce d'une nouvelle politique bruxelloise pour lutter contre le sans-abrisme. Cette annonce s'est concrétisée dans une note de politique générale au printemps 2016, note qui a mobilisé l'attention de tous les services bicommunautaires et connexes car impliquant la rédaction d'une nouvelle ordonnance, avec de nouveaux agréments et de nouveaux services reconnus et/ou mis en place.

La promesse d'une restructuration de cette ampleur n'est jamais vécue sereinement par les associations d'où l'importance de renforcer les dispositifs de concertation, de co-construction pour préparer et accompagner ce changement majeur.

Force est de constater que malgré la meilleure volonté de ses membres, il était difficile pour la Strada de pouvoir répondre à tous les besoins. La direction de l'équipe et la présidence de l'ASBL étaient toutes deux vacantes au début de l'année et il a fallu plusieurs mois pour que la situation se régularise, au printemps pour le conseil d'administration, en octobre seulement pour la direction. Entretemps, des départs au sein de l'équipe ont eu lieu ou ont été annoncés.

Malgré ces circonstances, l'équipe a essayé de s'investir au mieux dans les différentes tâches, afin de permettre aux missions de se maintenir. Le Collège réuni de la Cocom a également demandé la tenue d'un dénombrement, non plus sur une seule date comme précédemment, mais sur deux soirées, la première début novembre 2016, la seconde début mars 2017, soit respectivement avant et vers la fin du dispositif hivernal. Ce double dénombrement a constitué un défi énorme pour une équipe réduite, défi qui a malgré tout pu être relevé.

L'avenir de la Strada est engagé : avec une nouvelle direction, une équipe en pleine recomposition et surtout l'annonce de nouvelles missions qui impliqueraient des modifications structurelles essentielles. L'important étant qu'au final la Strada puisse continuer à répondre aux attentes des intervenants, qu'ils soient actifs sur le terrain auprès des personnes sans-abri et mal-logées, ou qu'ils soient en charge d'établir une politique la plus adéquate possible face aux évolutions importantes d'une ville-région comme Bruxelles, avec ses limites et ses potentialités.

Qu'avons-nous réalisé en 2016 ?

Le Centre d'appui, créé par les trois Commissions communautaires bruxelloises, a pour missions de soutenir la pratique professionnelle, d'appuyer le secteur de l'aide aux personnes sans-abri, d'améliorer la cohésion avec les services sociaux de la Région bruxelloise et de soutenir l'actualisation permanente de la politique menée à Bruxelles en matière de sans-abrisme et d'aide aux justiciables, par le biais de plusieurs axes de travail :

1. Observatoire, recherche et monitoring
2. Mise en réseau et Concertation
3. Aide aux justiciables
4. Communication, échange d'informations
5. Support
6. Gestion interne

1. AXE OBSERVATOIRE : RECHERCHE ET MONITORING

A. RECUEIL CENTRAL DE DONNÉES

Chargé de projet : Jasper DE WITTE

1. L'ANALYSE DES DONNÉES SUR CINQ ANS

En 2016, nous avons réalisé un rapport spécifique sur le recueil central de données, portant sur une première analyse des chiffres de 2010 à 2014, soit 5 années. Ce recueil présente des données sur le flux de personnes sans-abri accueillies dans les centres d'hébergement agréés de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que certaines données socio-démographiques. Le rapport, en cours de finalisation avant publication, met en exergue les trajectoires à long terme des usagers du secteur, grâce auxquelles nous obtenons un aperçu beaucoup plus complet de la situation du sans-abrisme à Bruxelles. Il permet ainsi d'objectiver les réalités de terrain afin d'aider la recherche de réponses structurelles plus adaptées. Naturellement ces trajectoires ont été anonymisées afin de respecter la vie privée des utilisateurs. Les données incluses dans l'analyse ont été recueillies dans plusieurs systèmes d'encodage informatique : Brureg, AMAstat et Tellus/We-dossier.

2. LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

La réalisation d'une analyse basée sur des données récoltées dans plusieurs systèmes d'encodage réclame du temps pour harmoniser les bases de données et pouvoir ainsi les comparer, mais aussi de la prudence car on touche à des données sensibles. Dans ce cadre, nous avons pris contact avec la Commission de la Protection de la Vie Privée (CPVP) afin d'éclaircir les procédures légales autorisées pour récolter, centraliser, anonymiser et analyser ces données. Clarifier le cadre et ces applications concrètes a pris du temps.

En discussion avec la CPVP¹, nous avons convenu de déposer un nouveau dossier RCD auprès du Comité sectoriel de la Sécurité Sociale et de la Santé afin d'obtenir une autorisation spécifique. Dans ce cadre, nous avons renouvelé les conventions entre La Strada et les différents acteurs qui récoltent des données (la Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abris, les différents services bicommunautaires et le CAW Brussel), ce qui constitue une part essentielle du dossier. Il apparaît aussi que nous devons faire appel à un organisme intermédiaire reconnu qui sera chargé à l'avenir d'un premier traitement des données brutes reçues des différents services (notamment : l'anonymisation des données), avant que la Strada ne puisse les utiliser à des fins statistiques. Dès lors, nous avons pris contact avec des représentants de e-Health pour voir si cette instance peut intervenir comme organisme intermédiaire. Nous prévoyons de déposer et finaliser ce dossier complet en 2017.

3. GROUPES DE TRAVAIL 'RECUEIL CENTRAL DE DONNÉES'

Nous avons organisé un groupe de travail 'Recueil central de données' qui s'est réuni à plusieurs

¹ Pour les abréviations, veuillez également vous référer au glossaire en fin de ce rapport.

reprises en 2016, au sein duquel nous avons entamé des discussions sur les différentes évolutions du secteur. Au cours de ces réunions, nous avons présenté les premiers résultats statistiques pour que le secteur puisse soutenir notre interprétation des données et les valider. En effet, ce groupe de travail sert à améliorer les différents systèmes d'enregistrement des données par service et à les intégrer afin d'en faciliter l'analyse globale. Les possibilités et les points problématiques sont également examinés afin d'optimiser le fonctionnement des différents systèmes.

Les représentants des services suivants ont participé à ces réunions : AMA, Home Boudouin, Opvanghuis Onderweg vzw, CAW Brussel (De Schutting), Open Deur, BICO federatie, Talita, Ilot S.Ac.A.Do, La Maison Rue Verte, Ariane, Home Victor Du Pré, Pierre d'Angle, Leger des Heils et le Centre de Prévention des Violences Conjugales et Familiales.

B. RECHERCHE LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

Chargé de projet : Jasper DE WITTE

La Strada a rédigé un rapport d'analyse des données encodées par des services de logement accompagné. Les services de guidance à domicile agréés par la Cocom (anciennement appelés habitat accompagné) ont encodé leurs données à partir de janvier 2013 via le système Bruereg. Le CAW Brussel, agréé par la Communauté flamande, a encodé ses données dans Tellus/We-dossier. Les données de 2014 provenant de ces deux systèmes ont été centralisées et analysées par la Strada, afin d'obtenir pour la première fois un meilleur aperçu des caractéristiques socio-démographiques du public concerné et de l'aide octroyée. Ces données ont évidemment été anonymisées pour respecter la vie privée des utilisateurs.

Un groupe de travail s'est réuni en 2016, au cours duquel nous avons présenté au secteur les premières analyses sur le logement accompagné. Le but de cette réunion était de valider les statistiques, de discuter des différentes évolutions du secteur et de soutenir notre interprétation des données. En outre, ce groupe de travail est un lieu où les différents acteurs peuvent donner leur avis sur les systèmes d'encodage afin d'en optimiser le fonctionnement.

C. RECHERCHE HOUSING FIRST

Chargée du projet : Lucie MARTIN

Le modèle du Housing First est développé au niveau fédéral sous le nom Housing First Belgium (9 expérimentations locales dans les 5 plus grandes villes belges) et au niveau bruxellois sous le nom Housing First Brussels (mis en œuvre par trois institutions : le SMES-B, les Infirmières de rue, le Samusocial en partenariat avec le CPAS de Bruxelles-ville).

L'une des spécificités de ce modèle est que depuis le début, il a su concilier les pratiques concrètes de terrain et les logiques de l'évaluation scientifique.

La Strada a pris un rôle central dans l'évaluation de ces pratiques.

Actions réalisées :

En 2016, la Strada a effectué le rapport d'évaluation/suivi du projet Housing First Brussels. Conçue dans une démarche d'évaluation continue, cette évaluation se penche sur les effets des projets pour les bénéficiaires et approfondit la question de la spécificité bruxelloise. Elaborée en collaboration avec les équipes de terrain, l'évaluation se base sur des données qualitatives, une analyse descriptive et des données quantitatives. Le volet qualitatif a pour ambition de mettre en lumière l'expérience des locataires et ainsi compléter l'évaluation chiffrée réalisée au niveau fédéral.

Dans le cadre de ce travail, plusieurs entretiens approfondis ont été réalisés avec les 10 locataires (cinq personnes du projet porté par le SMES-B et cinq personnes du projet porté par IDR). Des entretiens individuels et des focus groupes ont été réalisés avec les professionnels. Ces entretiens visent à mettre en perspective les récits des locataires et à comprendre les enjeux de l'accompagnement ainsi que ceux, structurels, de la mise en place des projets de Housing First à Bruxelles.

La forme et le contenu des discours des professionnels sont de plusieurs types :

- des entretiens individuels avec les responsables des services sur l'organisation du projet et la genèse de ces derniers (4);
- des entretiens individuels avec des travailleurs portant sur l'accompagnement des locataires (5)
- des rencontres autogérées entre les travailleurs du SMES-B et d'IDR portant sur des aspects concrets de leurs pratiques (2);
- des focus groupes: un focus groupe animé par La Strada avec des travailleurs des deux équipes à partir de récits d'accompagnement problématiques, selon une version remaniée de la MAG (Méthode d'Analyse en Groupe), ainsi que 5 focus groupes² sur l'organisation du travail et la mise en œuvre des principes du Housing First (2 avec l'équipe du SMES, 1 avec l'équipe d'IDR, 2 au niveau fédéral).

Le rapport décrit les projets HF, récolte les discours et ressentis des usagers, rend compte des questions qui traversent les équipes et aboutit à plusieurs recommandations. Ces dernières s'articulent sur 3 niveaux : politique, sectoriel et intersectoriel ; sur le travail HF en lui-même et sur le dispositif d'évaluation et de recherche.

Ainsi, sur le plan politique, le rapport recommande de renforcer et de pérenniser les actions qui s'orientent vers le logement, combinent politique de lutte contre le sans-abrisme et politique du logement, pérennisent et diffusent la méthodologie HF, encouragent d'autres pistes complémentaires tout en mettant bien en exergue les principes qui caractérisent le HF, et renforcent enfin les lieux d'échange et de concertation entre travailleurs dans un souci de décroisement.

Sur le travail HF lui-même, le rapport suggère parmi d'autres propositions, que la recherche de logements soit mutualisée et réponde à un minimum d'exigences qualitatives, que les acteurs du logement soient intégrés dans les processus en vue d'un assouplissement des conditions de location, que les travailleurs HF puissent approfondir leur formation afin de bien cerner les principes du HF et ses implications, que le décroisement entre secteurs puisse se concrétiser davantage et favorise un véritable engagement des intervenants.

2 Ces cinq focus groupes ont été réalisés par l'équipe d'évaluateurs du Housing First Belgium et par le Forum – Bruxelles contre les inégalités.

Enfin, en ce qui concerne le dispositif d'évaluation et de recherche, le rapport constate l'importance d'accompagner le développement des projets HF, d'étendre cet accompagnement à tous les projets en cours et à venir afin d'assurer une plus grande connaissance et un meilleur suivi des résultats, de centraliser les données recueillies dans le cadre des projets HF afin de disposer d'une analyse globale, complète et détaillée sur les trajectoires mais aussi sur de multiples aspects qui permettent à la fois d'affiner les actions et de mesurer l'efficacité à court, moyen et long terme de ce pôle d'interventions subsidié par les pouvoirs publics.

Le rapport a été présenté aux équipes de terrain et validé par celles-ci. Il sera prochainement en ligne sur le site de la Strada.

Par ailleurs, les témoignages des locataires ont été présentés lors de la journée de Co-Working sur l'accompagnement des publics les plus éloignés de l'aide et du soin, organisée le 6 décembre par un consortium de plusieurs associations : l'AMA, la FdSS, la Fedito Bruxelloise, le Forum - Bruxelles contre les inégalités, la FSSMB, Infirmier de Rue, la LBFSM, le SMES-B et la Strada.

Cette journée est une initiative des membres du Groupe de Travail Intersectoriel Housing First, dont la Strada fait partie et qui s'est réuni régulièrement en 2016.

Outre l'expérience et l'expertise développée en 2016 dans le cadre de Housing First Brussels, notons que La Strada est également impliquée dans le réseau fédéral du Housing First, soutenu par la Fondation Roi Baudouin, afin d'organiser des intervisions entre les travailleurs Housing First des trois régions du pays.

En 2016, trois intervisions ont été conjointement organisées par le Steunpunt Algemeen Welzijnwerk, Le Relais Social de Charleroi et La Strada. Ces intervisions ont réuni les travailleurs Housing First de l'ensemble du pays lors de trois journées autour de l'accompagnement en tant que posture professionnelle spécifique et autour des différentes méthodologies de travail utilisées dans le cadre du Housing First.

Dans ce cadre, la Strada s'est déplacée à Copenhague et Odense, au Danemark, afin d'y rencontrer les experts, politiciens, administrations et équipes de terrain qui travaillent autour du Housing First, du 2 au 4 mai 2016.

Les liens de la Strada avec des organismes internationaux tels que la FEANTSA (Fédération européenne des organisations nationales qui travaillent avec des personnes sans-abri) permettent également à l'institution d'inscrire la dynamique bruxelloise dans un cadre beaucoup plus large d'innovations sociales.

La Strada était ainsi présente à la conférence internationale de clôture de l'expérimentation Housing First Belgium, intitulée « Valoriser le consensus Européen : un levier pour vaincre le sans-abrisme », les 9 et 10 juin à Bruxelles, au Palais d'Egmont.

La Strada est également membre du comité de pilotage du projet Housing First Belgium et assiste aux réunions régulières de ce comité.

Perspectives :

En 2017, le rapport sera diffusé via le site internet de la Strada ainsi que via la newsletter. Une communication particulière lui sera dédiée.

En tant que Centre d'Appui au secteur de l'aide aux sans-abri, la Strada souhaite poursuivre son travail sur le Housing First, en le développant sur deux axes :

A. Accompagnement des projets Housing First

L'objectif est d'appuyer les services impliqués, de leur permettre de disposer de formations et d'outils sur mesure, de disposer d'un espace de concertation propre où échanger sur les pratiques et sur les enjeux plus institutionnels posés par le terrain. De cette manière, les services peuvent évoluer positivement tout en nourrissant le secteur et les décideurs des observations et constats à tirer du projet.

Cette plate-forme intégrera l'ensemble des acteurs Housing First à Bruxelles. Ce dispositif permettra d'éviter un morcellement dans le développement des projets HF, ainsi que dans leurs effets. Cela permettra également de mieux cerner les spécificités HF et d'assurer une gestion efficace des dispositifs qui se construisent, que ce soit dans l'élaboration des projets ou dans leur réalisation.

Concrètement, cela passera par une offre de formations et d'interventions à l'attention des personnels engagés dans le HF, la mise en place d'une plate-forme d'échange propre au HF, la centralisation des travaux internationaux sur le HF afin de les mettre à disposition des services bruxellois, etc. Ces actions seront menées en collaboration avec le Fédéral, mais également avec le niveau européen, notamment la FEANTSA, qui développe un projet spécifique au HF.

B. Suivi et recherche autour des projets Housing First

Voici les possibilités de recherche qui émergent dans ce cadre :

1. Créer un système d'enregistrement des données des services HF qui permette aux équipes d'encoder directement les données dans une base de données centralisée, données qui d'une part fournissent les éléments nécessaires à leur propre fonctionnement (notamment les statistiques à inclure dans les rapports d'activités) et qui d'autre part soit exploitable dans le cadre de la centralisation des données par la Strada, dans le respect des règles de déontologie et de confidentialité (anonymisation des données). Il s'agira au préalable de mettre en place un groupe de travail pour discuter des variables à sélectionner en concertation avec les acteurs concernés. Les données récoltées seront traitées par la Strada pour fournir les analyses pertinentes sur les trajectoires des personnes et sur l'impact des dispositifs de prise en charge de leur situation.

2. Faire état des enjeux de développement des projets au sein du secteur et au bénéfice des locataires, grâce à des entretiens réguliers avec les locataires et les professionnels et par des observations de terrain. La Strada pourra disposer d'une vision complète sur la manière dont les projets sont perçus, intériorisés, portés et concrétisés par les uns et les autres. Cette récolte viendra compléter les observations tirées de l'analyse des chiffres et des temps de formations, de concertations et de suivi des projets.

D. DÉNOMBREMENT DES PERSONNES SANS ABRI OU MAL LOGÉES

Chargée de projet : Nicole MONDELAERS

Outils informatiques : Philippe LAMBOTTE

Projet impliquant l'ensemble de l'équipe

1. LE CADRE

A Bruxelles, l'objectif du dénombrement des personnes sans abri et mal logées est de formuler des réponses aux questions récurrentes relatives au nombre et aux besoins et de pouvoir en répertorier l'évolution, sur base de chiffres réalistes. Ce qui est important, ce n'est pas uniquement le nombre total de personnes

dénombrées en situation d'absence ou de logement inadéquat, mais la diversité des situations de vie précaires, les relations entre celles-ci et les tendances qui se dessinent.

En plus des personnes qui passent la nuit en rue, dans les parcs, les stations de métro ou de train (espace public), nous souhaitons donner un aperçu du nombre de personnes qui trouvent un abri dans une structure d'hébergement non-agrèée, dans des communautés religieuses, dans des occupations précaires ou des squats. Les structures d'hébergement agréées (accueil d'urgence, de crise et maisons d'accueil) et l'accompagnement à domicile (transit, logement accompagné, Housing First) fournissent des informations sur le nombre de personnes accompagnées ce jour ou cette nuit-là. Dès lors, le dénombrement est un instrument de base qui fournit une meilleure connaissance des aspects visibles et invisibles du sans-abrisme, du mal logement et du logement inadéquat.

Le dénombrement donne une coupe statique d'un moment déterminé et reflète un aperçu global de la situation dans les 19 communes bruxelloises. Les dénombrements successifs à des moments semblables et selon une méthodologie identique confirment ou infirment des informations et des tendances. C'est la raison pour laquelle le dénombrement a lieu début novembre, avant l'entrée en vigueur du dispositif hivernal. L'image relève ainsi les opportunités d'hébergement disponibles durant toute l'année. Le parcours des rues a lieu pendant une heure, de 23h à 24h, afin d'éviter les doubles comptages et il permet de dénombrer uniquement les personnes qui passent la nuit en rue et dans d'autres endroits de l'espace public.

2. BASE SCIENTIFIQUE : UN CADRE DE RECHERCHE RECONNU ET PARTAGÉ SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Pour le dénombrement, la Strada se base sur la **typologie ETHOS** (European Typology on Homelessness and Housing Exclusion) de la FEANTSA. Une distinction est établie entre **personnes sans abri, sans logement, personnes en logement en logement précaire ou en logement inadéquat**.

Le Centre d'appui a mis en place un dénombrement sur mesure pour la Région bruxelloise, en cumulant trois méthodes pour récolter trois types de données : le nombre de personnes qui séjournent dans les structures d'hébergement agréées et non-agrèées et les formes de logement alternatifs, le nombre de personnes qui passent la nuit dans l'espace public, ainsi que le recueil et le contrôle de données complémentaires grâce à des interviews avec des experts du vécu et usagers de centres de jour à bas seuil.

3. COLLABORATION INTERSECTORIELLE

Contrairement à d'autres dénombrements effectués à l'étranger, le dénombrement bruxellois des personnes sans abri et mal logées est un projet collectif réalisé par le secteur de l'aide aux personnes sans-abri et tous leurs partenaires (experts du vécu et secteurs connexes, autorités locales et services, STIB, SNCB, Bruxelles Environnement, etc.). Les données sont récoltées exclusivement pour illustrer les différentes situations de vie de la typologie Ethos. En impliquant les travailleurs de terrain dans chaque étape (signalement des lieux de séjour, dénombrement nocturne, validation de la première analyse), le contrôle est continu et renforce la qualité des données recueillies. De plus, cette méthode de travail favorise un important moment d'échange d'expertises diversifiées.

4. DIFFUSION DES DONNÉES RÉCOLTÉES

Dans ce rapport, nous impliquons pour la première fois de manière systématique les services des CPAS bruxellois et les structures d'accueil des demandeurs d'asile et des migrants (Ethos-catégorie 5). Etant donné la crise de l'accueil des réfugiés et la situation précaire du logement de bon nombre de demandeurs d'asile, des réfugiés (reconnus) et des personnes en séjour précaire, il nous a paru indiqué d'impliquer le secteur de l'aide aux migrants/réfugiés et les CPAS lors de ce dénombrement, pour rendre compte et rassembler le plus possible des données de qualité.

Tout l'équipe s'est attelée à préparer le dénombrement du **7 novembre 2016**. En l'absence de direction, un membre de l'équipe s'est proposé comme coordinateur du projet (à savoir Nicole MONDELAERS) afin d'organiser le dispositif. Ce fut une tâche difficile étant donné qu'il n'était pas possible de compter sur l'expérience et l'expertise du directeur (parti), du directeur-adjoint (absent) et d'un chercheur (Romain LIAGRE qui a quitté la Strada), alors qu'ils avaient rempli un rôle important lors des précédents dénombrements. Le conseil d'administration a de plus postposé l'engagement de tout personnel dans l'attente de l'arrivée d'un nouveau directeur (engagé mi-octobre). En conséquence, il a fallu organiser et réaliser le dénombrement avec une équipe en sous-effectif.

L'exercice s'est encore complexifié cette année avec la demande de la Cocom d'effectuer un deuxième dénombrement à la fin de l'hiver, le **6 mars 2017**. Il a fallu dès lors réfléchir aux modalités d'organisation que cela pouvait impliquer, notamment en termes de développement des outils informatiques et pratiques nécessaires à l'organisation de deux dénombrements à trois mois d'intervalle. Un dénombrement est en effet une entreprise incluant de très nombreux partenaires et devant répondre à une méthodologie rigoureuse pour que les résultats soient valides.

5. PLANIFICATION DU DÉNOMBREMENT DE NOVEMBRE 2016

Phase préparatoire interne (mai - août)

- Analyse de la méthodologie et des résultats des dénombrements antérieurs. La méthodologie et les formulaires destinés à récolter les données, ainsi que les enquêtes, ont été réactualisés et traduits en néerlandais. L'informaticien a apporté sa collaboration active pour définir et réaliser les outils à développer pour soutenir l'organisation : fichiers d'adresses, formulaire d'inscription on line, cartographies, website et web-application.
- Développement des outils informatiques.

Phase préparatoire externe (septembre – octobre)

- Information et mobilisation du secteur, des secteurs connexes et des services publics concernés par l'organisation grâce à 4 réunions préalables les 12/09 et 13/09 présentant l'approche générale et spécifique : centres de jour, travail de rue, accueil des migrants. Présentation du dénombrement à la 'Concertation Transports publics et Personnes précarisées' (15/09), à la réunion des membres de l'AMA (29/09), à la réunion des responsables des services sociaux ou de l'action sociale des 19 CPAS bruxellois (7/10), à la 'Plate-forme Occupation' de la FÉBUL (13/10), à la concertation avec la STIB (18/10).
- Identification des localisations géographiques précises où les personnes sans abri séjournent durant la nuit, environ trois semaines avant le dénombrement. Les localisations signalées sont enregistrées grâce aux outils informatiques développés à cette occasion pour faciliter la cartographie.
- 24 octobre 2016 : questionnements préalables au dénombrement (pré-enquêtes) pour récolter des informations au sujet du sans-abrisme caché afin d'en contrôler les résultats, c'est-à-dire identifier

les personnes en logement précaire (chez des amis ou dans la famille) ou inadéquat (insalubre ou inhabitable).

Pour cette édition, la Strada a travaillé en collaboration avec des équipes d'experts du vécu et des étudiants afin de réaliser les interviews. L'avantage est qu'on a pu réaliser plus d'enquêtes, soit 172 dans 13 centres de jour. Cette approche exige plus de préparation et de suivi, dont une formation et un débriefing des enquêteurs.

- Après avoir divisé la Région bruxelloise en zones, les équipes de compteurs peuvent être composées et attribuées aux zones.

Comptage nocturne

- Pour le dénombrement du 7 novembre 2016, nous avons pu compter sur 180 compteurs et 23 zones ont été parcourues à pied, 15 à vélo et 22 en voiture. De plus, 6 zones de métro et 2 zones de parking ont été circonscrites. Dans chacune de ces zones, plusieurs parkings et stations ont été visités.
- Tout comme lors des précédentes éditions, le dénombrement a lieu durant une heure. Après le briefing, les différentes équipes se déplacent vers les zones attribuées et travaillent de 23 heures précises jusqu'à 24h. Les équipes (au moins 1 personne) reviennent ensuite au point de rassemblement pour restituer les formulaires complétés. Chaque formulaire est parcouru avec un travailleur de la Strada pour en vérifier et en garantir la lisibilité et la fiabilité. Les données sont ensuite encodées dans une banque de données.

Post-enquête

- **8 novembre 2016.** La **post-enquête** a un double objectif : un second test sur les différentes situations de vie reprises dans le dénombrement et une estimation du nombre de personnes qui ne sont pas incluses dans le dénombrement (chiffre noir). Cette fois également, nous avons collaboré avec des experts du vécu et des étudiants pour la réalisation de 125 enquêtes dans 13 centres de jour.

Suivi et traitement des données

- Collecte et enregistrement des données transmises par les maisons d'accueil et d'autres structures d'accueil (accueil de nuit, centres d'accueil d'urgence, maisons d'accueil, structures d'hébergement non-agrées, occupations négociées, centres d'accueil et initiatives pour migrants, etc.) relatives au séjour (nombre d'hommes de femmes et d'enfants de moins de 18 ans) fournies durant la nuit du dénombrement. De même, les communautés religieuses et les hôpitaux bruxellois ont été contactés. Les hôpitaux livrent uniquement le nombre de personnes sans abri qui se sont annoncées au service d'urgence lors de la nuit du dénombrement.
- Malgré l'intérêt des CPAS et des services d'accueil des migrants, le recueil des données de ces services reste très difficile.
- Le sous-effectif de l'équipe et le retard enregistré dans d'autres tâches ont provoqué le report provisoire du suivi et du traitement des données collectées, ce qui a abouti à ralentir les étapes ultérieures de la méthodologie.
- Traitement des données et première analyse des résultats présentés au secteur le **16 janvier 2017** et testés à l'aune de leur expérience du terrain.
- Le conseil d'administration a choisi de diffuser les résultats du dénombrement de novembre 2016 après le dénombrement du 6 mars 2017, avec les résultats de ce dernier (publication prévue avant l'été 2017).

Le dénombrement est un moment phare pour le secteur car il rassemble l'ensemble des services et des acteurs, les mobilise autour d'un objectif concret commun censé fournir un éclairage sur l'évolution de la

situation. C'est également un projet qui attire les regards, les médias étant en attente des résultats pour les diffuser auprès du public, les autres observateurs de la pauvreté attendant nos résultats pour corroborer leurs propres résultats. C'est enfin un exercice clé pour la Strada, pionnière en Belgique et en Europe sur la méthodologie et la systématisation des dénombrements qu'elle a conçus et réalisés. Il est dès lors essentiel que la communication autour des résultats puisse valoriser le travail réalisé par la Strada, renforcer son intérêt, son originalité et sa légitimité.

6. CONCLUSION

La mise en œuvre a été ardue, énergivore, additionnée au fait de devoir souvent improviser face aux obstacles et difficultés apparaissant sur le chemin. L'arrivée du nouveau directeur 3 semaines avant le jour J a été un élément de remobilisation, tout en tenant compte parallèlement de la charge de l'équipe de former rapidement le nouveau venu aux enjeux et aux subtilités indispensables à cerner pour mener le projet à bien.

E. AUTRES PROJETS DE RECHERCHE

1. MEHOBEL (MEASURING HOMELESSNESS IN BELGIUM)

Chargée de projet: Nicole MONDELAERS

Cette recherche est organisée à la demande du SPP Intégration sociale et est soutenue par Belspo-BRAIN. La Strada y est associée (0,3 ETP) pour les 2 ans à venir (mars 2016 – mars 2018), tout comme les centres de recherche universitaire de la KU Leuven (LUCAS et HIVA) et de l'ULg. Dans ce contexte, les instruments de collecte de données de la Strada et son expérience en matière de 'dénombrements des personnes sans-abri et mal logées en Région bruxelloise' et son 'Recueil Central de Données' sont analysés et évalués comme modèles.

Réduire le sans-abrisme est l'une des priorités de la lutte belge et européenne contre la pauvreté. La Commission européenne appelle les États membres à lutter contre le sans-abrisme à l'aide de stratégies globales basées sur la prévention, l'approche centrée sur le logement et l'étude des réglementations et des pratiques en matière d'expulsions. Une stratégie renforcée de recueil de données et de monitoring est un élément préalable essentiel pour la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme. Une vision d'ensemble quant à la collecte des informations et la manière d'en assurer la cohérence n'existent ni au niveau fédéral belge, ni dans les autres régions.

Cette recherche vise à améliorer les choses sur ce plan. Le projet a un double objectif : politique, mais aussi scientifique. D'une part, il s'agit de développer une méthodologie pour mesurer et suivre le sans-abrisme en Belgique. D'autre part, nous voulons contribuer à la construction d'un ensemble de données factuelles en la matière, notamment en développant des méthodes novatrices permettant de mesurer le sans-abrisme caché, en produisant des données stock-flux et en incluant dans la stratégie de monitoring l'expérience (de vie) des personnes sans abri elles-mêmes.

Cette recherche se compose de quatre modules de travail, chacun avec une méthode spécifique :

1. Une étude de la littérature sur la mesure et le monitoring du sans-abrisme (mars 2016 - mai 2016).
2. Une analyse des stratégies actuelles de mesure et de suivi en Belgique. Cette analyse approfondira les bases de données administratives (KSZ, FINE-web, Belgian Census 2011, l'UE SILC-CUT) et les systèmes d'enregistrement ("client") des organisations qui travaillent avec les personnes sans abri dans chaque région (juin 2016 - mars 2017).
3. L'examen des méthodes de mesure du sans-abrisme caché ("dark number" ou chiffre noir). (avril 2017 – octobre 2017).
4. Le développement et la validation d'une stratégie de monitoring belge en matière de sans-abrisme (novembre 2017 – mars 2018).

Des responsables politiques et des praticiens seront impliqués dans des groupes focus organisés dans les trois régions. Le but est d'arriver à une connaissance approfondie de l'étendue et de l'approche de ce groupe cible. Une attention particulière sera accordée à une enquête portant sur l'expérience d'accessibilité des services et du processus d'inscription des personnes sans abri.

En 2016, les chercheurs se sont réunis 8 fois.

Une réunion avec le comité d'accompagnement a été organisée le 21 avril 2016.

A l'initiative de la Strada, les chercheurs ont rencontré les représentants du 'Daklozenfront' et du Front commun des SDF pour éclairer la mission et les objectifs de la recherche.

2. ACTION COST CA15218: MEASURING HOMELESSNESS IN EUROPE

Chargée de projet: Nicole MONDELAERS

Il n'existe pas de consensus en Europe au sujet de la méthodologie la plus adaptée et la plus fiable possible destinée à mesurer et monitorer le sans-abrisme et le mal-logement. Une approche européenne coordonnée comme prévu dans cette action COST est nécessaire pour améliorer les limites de la recherche et pour développer une méthodologie scientifique européenne afin de mesurer le sans-abrisme et le mal-logement.

L'objectif de COST action CA15218 est triple:

1. collecter l'expertise et la connaissance relatifs à la mesure du sans-abrisme et du mal-logement ;
2. rechercher des solutions pour lever les obstacles et identifier les groupes qu'il est difficile de répertorier, tels que les personnes sans abri et mal logées "cachées", les personnes chroniquement sans abri et l'imbrication du sans-abrisme et de l'accueil de crise des migrants ;
3. créer un cadre européen commun pour la mesure et le monitoring du sans-abrisme et du mal-logement, qui tienne compte des différentes visions et réalités nationales et qui mette en œuvre des dispositifs collectifs et sociaux répondant aux besoins et aux systèmes de récolte de données existants.

Une Action COST forme un réseau scientifique et technique d'au moins 7 pays européens financé pendant 4 ans. Les 27 pays européens et Israël y prennent part. Nicole MONDELAERS est l'une des deux représentantes de la Belgique dans le comité de gestion (Management Committee). Les instruments développés par la Strada dans le cadre du dénombrement bruxellois du sans-abrisme et du mal-logement ainsi que le Registre central de données relatif aux profil des personnes qui résident dans les maisons

d'accueil bruxelloises ou qui sont accompagnées à domicile, sont présentés et reconnus en tant que bonnes pratiques.

Les membres de Action COST se réunissent 3 fois par an lors d'une session de 2 jours et peuvent de même organiser des 'Training schools' et des 'Short Term Scientific Missions' (STSM), avec comme objectifs d'approfondir et/ou de diffuser l'expérience et la connaissance autour de ces thématiques.

La Strada a participé en 2016 à la réunion des 15 et 16 décembre 2016 à Louvain.

Suite aux réunions avec tous les services autour des possibilités qu'offre le RCD, un accord a été conclu sur l'élaboration d'un rapport sur 5 ans de fonctionnement du RCD et de 2 ans du logement accompagné. La sortie du prochain état des lieux RCD est prévue en juin 2016.

- Evaluation Housing First fédéral, volet Bruxellois (cfr. supra). La sortie du rapport est prévue d'ici mai 2016.
- Evaluation Housing First Brussel (cfr. supra). La sortie du rapport est prévue pour fin juin 2016.
- Adaptations apportées au Rapport femmes 2014 : adaptations prises en compte par Martin Wagener. La sortie du rapport est prévue en février 2016.
- Présentation en réunion d'équipe du Projet Erasmus Plus avec 4 haute écoles (ISFSC, PORTO, Lille, Paris) : organisation d'un réseau de contacts et de recherches sur le thématique du sans-abrisme et révision de la formation des travailleurs sociaux.

2. AXE MISE EN RÉSEAU

A. LA CONCERTATION BRUXELLOISE DE L'AIDE AU SECTEUR SANS-ABRI

5 réunions ont été organisées en 2016.

Les réunions de concertation sont programmées tous les deux mois et sont centrées sur des thèmes d'actualité. Elles réunissent les pouvoirs publics (cabinets ministériels et administrations), les acteurs de l'aide aux personnes sans abri publics et privés (CPAS et associations) et des secteurs connexes (santé, santé mentale, logement). Les réunions de concertation visent à faciliter l'échange mutuel d'informations et de pratiques (terrain-recherche-politique) et l'élaboration de recommandations sur les thèmes et enjeux abordés.

La Concertation organise également des groupes de travail (GT) thématiques.

Les réunions de concertation peuvent également inviter des personnes ressources sollicitées pour communiquer leur expérience, leur réflexion ou l'objet de leur recherche.

1. THÈMES ABORDÉS

15 janvier : Présentation et échanges autour du rapport « Regard sur le mal-logement en Europe » réalisé par la FEANTSA (Fédération européenne des associations travaillant avec les sans-abris).

4 mars : Echanges au sujet de la situation actuelle des demandeurs d'asile, dans l'hypothèse où un certain nombre d'entre eux feront appel au secteur de l'aide aux personnes sans-abri. Présentations par la Croix Rouge, Fedasil, Samusocial et Vluchtelingenwerk Vlaanderen.

20 mai: Présentation de la note de politique générale en matière d'aide aux personnes sans-abri par les cabinets de l'aide aux personnes.

9 septembre: Présentation de l'étude « *le post-hébergement* » par l'AMA et de l'étude « *Quelle coordination des soins de santé et du social pour assurer la continuité des prises en charge pour les publics précarisés en RBC* » par Marie Dauvrin.

2 décembre: Le point sur les groupes de travail de la Concertation, pilotés par la Strada: GT prévention du sans-abrisme, GT Accès au logement et GT SHNA.

2. GROUPE DE TRAVAIL STRUCTURES D'HÉBERGEMENT NON-AGRÉÉES (SHNA)

Le 24 octobre 2016, le Centre d'études et de documentation sociales de la Province de Liège a organisé une journée d'étude « Maisons pirates... Vraiment ? Les Services d'hébergement non agréés : pour qui ? Comment ? Pourquoi ? », en présence de députés provinciaux.

De fait, la Province s'interroge sur la nécessité de faire entrer ces structures dans un circuit de reconnaissance officielle, ces acteurs étant incontournables pour compléter l'offre d'hébergement agréé en Province de Liège. L'objectif du CEDS est de mettre en place un réseau francophone pour soutenir ces

structures. Dès lors, la Strada a été invitée à présenter l'expérience bruxelloise en la matière.

3. GROUPE DE TRAVAIL ACCÈS AU LOGEMENT

A la demande de la Concertation bruxelloise de l'aide aux personnes sans abri, un groupe de travail a été organisé par la Strada.

Contrairement à d'autres GT logement mis en place par d'autres secteurs, et pour compléter l'angle de vue développé par ces différents secteurs en Région bruxelloise, nous n'avons pas abordé ce sujet par l'approche des publics cibles, mais par l'approche des acteurs du logement. L'idée est d'analyser les dispositifs réglementaires, les pratiques dans ce domaine et les projets de développement en vue d'une meilleure collaboration entre secteurs et services de l'aide aux personnes et du logement et d'améliorer l'accès au logement des personnes vulnérables.

Le travail a été conçu en deux étapes : une étape d'information et une étape de réflexion avec les services intéressés. L'information consiste à présenter le fonctionnement de structures du secteur du logement, qu'ils soient publics ou associatifs, les SISP, le service logement d'un CPAS ou le service logement d'une commune, une AIS, le Fonds du logement, ...

Une première réunion a été organisée le 29 avril 2016 en présence d'une nombreuse assemblée de travailleurs du secteur. Plusieurs présentations ont eu lieu : les règles de fonctionnement d'une SISP (Foyer du Sud), le travail de la SASLS (SISP Comensia), et le fonctionnement du service Logement du CPAS de Schaerbeek. Le service Logement de la commune d'Anderlecht s'est excusé en dernière minute.

Suite aux difficultés de personnel rencontrées par l'équipe de la Strada, la seconde réunion n'a pas pu avoir lieu et avant de poursuivre, ce GT fera préalablement l'objet d'une analyse des priorités prévues par la Concertation.

B. ESPACE DE PAROLE

Chargé de projet : Jean-Louis LINCHAMPS

L'Espace de parole existe depuis 2002 et a été intégré à l'action de la Strada lors de sa création en 2007.

Organisé par la Strada, cet Espace de parole est accueilli par différents acteurs de terrain du secteur : essentiellement les centres de jour Jamais sans toit et Latitude Nord, mais aussi certaines maisons d'accueil comme Escale. Il offre aux usagers de ces services un lieu d'expression sur leur vie mais aussi sur les dispositifs d'aide, voire les politiques menées dans le secteur ou dans d'autres domaines de la vie.

L'objectif est de favoriser le souhait de contacts et de consultation d'usagers précaires par nature. Cette approche repose sur quelques valeurs formulées en postulats :

- qualifiées de "sans-abris" par la mise en place de politiques publiques d'aide, les personnes concernées ont à s'exprimer envers et avec les travailleurs qui mettent ces aides en œuvre.
- Malgré l'existence de conditions de vie dégradées, ces personnes disposent de ressources résiduelles organisant leur existence. L'activité tente d'activer ces ressources.
- Régulation de la parole en vue d'établir des équilibres entre les personnes présentes, qui ont des

vies et des positions sociales très différentes (usagers, travailleurs sociaux, politiques, chercheurs, étudiants, ...).

- L'échange entre pairs permet une circulation d'informations utiles ainsi qu'une valorisation en prenant soin des autres et de soi-même.
- Les bénévoles, militants, étudiants, professionnels et citoyens intéressés peuvent soutenir le dialogue et ont à apprendre en parlant de leur travail d'aide, de soin, d'éducation en présence de ceux à qui ils s'adressent.

Ce travail permet de parler de parcours longs, dans un contexte de médiation/modération qui facilite l'échange.

Les défis sont nombreux, mais on peut relever trois questions essentielles, par exemple :

- viser à ce que cette activité soit utile pour les personnes concernées (prendre 2 heures de l'organisation de sa survie pour partager ses réflexions avec d'autres) ;
- apprendre à parler aux usagers des métiers du social, et surtout à en parler *avec* eux ?
- Apprendre à partager leur parole et en promouvoir une expression et sa reconnaissance par les autres acteurs de la société dans le cadre d'un respect mutuel en tant qu'êtres humains.

Quittant la Strada au 31 décembre 2016 pour de nouveaux horizons professionnels, Jean-Louis LINCHAMPS a présenté à l'équipe, lors de la dernière réunion interne de l'année, les principales observations et conclusions qu'il a retirées de 8 années d'animation et d'organisation du projet. Il estime que le procédé mis en place a été exploité au maximum et invite à mettre sur pied de nouveaux dispositifs. Ses réflexions serviront à repenser et redéfinir le projet en 2017.

Les ateliers d'Espace de parole (une quarantaine de séances au total) ayant été filmés, il a été décidé de ne pas laisser à l'abandon ce trésor de témoignages. Le travail d'analyse et de traitement des images nécessitant des compétences particulières, il a été décidé de confier à une société spécialisée le soin d'archiver correctement les films et de produire un support qui valorise de façon adaptée et respectueuse le contenu de ces ateliers. La société répertoriera les contenus audiovisuels, les archivera de façon à ce que ces contenus puissent être réutilisés par la suite (pour d'autres analyses par exemple) et créera une petite œuvre multimédia (POM) qui permettra à la fois de mettre en évidence le travail réalisé mais également de sensibiliser le public sur le sans-abrisme, de façon créative et poétique.

Il est enfin important de souligner que depuis l'interruption des ateliers, plusieurs personnes ont contacté la Strada pour demander une date de reprise, attendant que l'Espace de parole reprenne.

C. CONSEIL CONSULTATIF, SECTION DES INSTITUTIONS ET SERVICES POUR LA FAMILLE ET L'AIDE SOCIALE

La Strada est membre de la section aide aux personnes du Conseil consultatif de la santé et de l'aide aux personnes de la Commission communautaire commune, dont la mission est de donner des avis aux ministres sur l'agrément des différents services de l'aide aux personnes agréés et subventionnés par la Cocom et de rendre des avis d'initiative sur différents sujets relatifs aux problématiques rencontrées.

A noter que le membre effectif (Sophie MOLINGHEN, ancienne directrice) et le membre suppléant (Laurent VAN HOOREBEKE, ancien directeur) de la Strada doivent être remplacés par des membres actifs représentant le Centre d'appui. Dans cette attente, la Strada n'est plus représentée à la section. Par contre,

elle peut l'être dans des groupes de travail organisés par la section.

Notre directeur a donc pris part à la première réunion du GT consacré à la future ordonnance, le **22 novembre 2016**.

D. CONCERTATION ET MISE EN RÉSEAU AVEC D'AUTRES SECTEURS

2016 a vu se développer les partenariats sous forme de collaboration avec d'autres secteurs de l'action sociale ou de la santé.

1. GROUPE DE TRAVAIL 'PASSERELLES'

6 réunions ont été organisées en 2016, les 21 janvier, 17 mars, 7 mai, 26 mai, 7 juillet et 22 septembre.

En 2008, une étude du BWR sur la situation des personnes handicapées a mis en exergue le fait que ces personnes sont accueillies dans d'autres secteurs tel que le secteur sans-abri. Par la suite, le projet Bruggenbouwer a été mis en place pour mener un travail de concertation et de collaboration entre institutions du secteur du handicap et du secteur sans-abri.

Suite à cette expérience, un groupe francophone a été mis sur pied, notamment pour rencontrer les objectifs de transversalité et de continuité de l'aide requis par le décret inclusion de la Cocof.

Au départ, ce GT avait pour objectif de faire circuler et améliorer les connaissances et les bonnes pratiques au sujet d'un public cible défini comme « multiproblématique » (double ou triple diagnostic). Elaboré sur une base de partage d'expériences et de pratiques, de création de réseaux et de passerelles liés à des situations sociales particulièrement complexes et ressenties souvent comme étant sans issue, il réunit autour de la table 3 secteurs : le handicap, le sans-abrisme et la santé mentale.

Au fil du temps et suite au départ de plusieurs travailleurs de la Strada, le pilotage du GT, prévu au départ conjointement par la Strada (secteur sans-abri) et le Bataclan (secteur handicap) a été progressivement repris par le Bataclan, tout en maintenant la participation des services du secteur sans abri et de la santé mentale.

Le projet développe une approche clinique de situations multiproblématiques/multisectorielles impliquant les trois secteurs . Des échanges de cas mettent l'accent sur le parcours et les écueils rencontrés par une population qui passe d'un secteur à l'autre et pour laquelle des « solutions » à terme sont absentes. Le GT s'oriente vers la levée des obstacles existants entre ces 3 secteurs, en tenant compte de leurs spécificités. Le transfert de l'expertise et du savoir-faire des uns et des autres est au centre de ce projet. A long terme, l'objectif est de nouer des relations de collaboration structurelles entre ces secteurs.

Le 22 septembre 2016, une journée d'étude du GT Passerelles avec son homologue néerlandophone « Bruggenbouwer » a réuni de nombreux travailleurs sociaux bruxellois, a mis en exergue de nombreux échanges d'expériences et de pratiques fort intéressants et productifs de réflexion en termes de croisements et de convergences des secteurs. Les questions abordées étaient les suivantes :

- à quoi les deux groupes sont-ils occupés ?
- comment travailler en réseau autour des clients/bénéficiaires ?

- comment travailler en réseau entre services/organisations ?
- que voulons-nous préserver de nos pratiques ?
- que voulons-nous (Passerelles et Bruggenbouwer) faire ensemble pour la suite des travaux ?

2. GROUPE DE TRAVAIL 'LOGEMENT' DE LA PLATE-FORME DE CONCERTATION SANTÉ MENTALE BRUXELLOISE

Chargée de projet : Annette PERDAENS

Le groupe de travail logement mis en place par la Plate-forme de concertation Santé mentale existe depuis 2012 et réunit exclusivement des services du secteur de la santé mentale autour d'objectifs liés à la prévention et aux expulsions.

En septembre 2014, le groupe s'engage alors dans l'organisation d'une journée d'étude afin de promouvoir et de faire connaître l'existence de bonnes pratiques. A l'heure actuelle, le groupe décide d'orienter son travail vers une visée plus opérationnelle afin d'obtenir des logements pour ses usagers. Parallèlement, il invite des institutions d'autres secteurs à partager la réflexion et l'action : les secteurs précarité (sans-abris/justiciables) et handicap (en un premier temps). La Plate-forme Santé mentale poursuit le pilotage du ce GT et tente de formaliser davantage la collaboration. Les réunions thématiques sont organisées en sous-groupes.

A l'heure actuelle, le groupe se penche sur différentes possibilités de partenariats :

- Inclusio : Société d'Investissement à finalité sociale,
- CLTB (Community Land Trust de Bruxelles),
- Commons Josaphat : un projet de construction de nouveau quartier sur une friche le long du chemin de fer à Schaerbeek,
- SISP : rencontre des différentes SISP intéressées et exploration des possibilités offertes par les articles 13, 13bis et 14 et par les logements "inlouables" du Code bruxellois du logement,
- Rencontre au cabinet de Madame FRÉMAULT, Ministre Bruxelloise du Logement, de l'Environnement, de la Qualité de Vie et de l'Energie,
- investisseurs sociaux prêts à construire et à offrir dans le lot de nouveaux logements des possibilités pour les publics vulnérables.

D'autres possibilités doivent encore être explorées.

Actuellement, une quinzaine d'acteurs participent activement au groupe de travail, certains ne représentant que leur service (ex. : un service de santé mentale ou un service Housing first), d'autres représentant un groupement de services (ex. : capteurs de logements).

La rédaction d'une charte et d'un règlement d'ordre intérieur permettront à ces acteurs de bénéficier d'une répartition objective des logements qui seront mis à disposition du GT entre les 3 secteurs et de fixer les modalités d'accompagnement des personnes qui seront logées dans le cadre de ce partenariat. Il reviendrait au secteur sans-abri/justiciables de se répartir la moitié des logements qui pourraient être disponibles dans le cadre de cette collaboration, l'autre moitié étant à répartir entre les acteurs de la santé mentale/handicap. Les participants du secteur sans-abri/justiciables se sont mis d'accord sur la répartition des logements entre eux.

La forme que prendre le GT est en discussion. Pour l'instant, c'est toujours la Plate-forme de concertation Santé mentale qui pilote le GT, mais une implication des services des 2 autres secteurs est indispensable vu le volume du travail prévu.

E. PLATE-FORME BELGE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

6 réunions réunissant les acteurs de terrain

La « Stratégie Europe 2020 » est un dispositif européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Chaque année, les 27 États membres mettent au point un Programme national de réforme (PNR) qui décrit les progrès réalisés dans ce cadre. Afin de réduire de 380 000 personnes le nombre de personnes vivant dans la pauvreté en Belgique, les mesures-clés se focalisent sur trois priorités politiques : réduire la pauvreté infantile, inclure activement les personnes les plus éloignées sur le marché du travail et lutter contre le logement inapproprié et le sans-abrisme.

La rédaction du PNR est précédée d'une consultation de la société civile. A cette fin, le niveau fédéral a mis en place une Plate-forme belge de lutte contre la pauvreté, qui réunit à la fois les autorités publiques et les représentants des administrations publiques concernées par la pauvreté tant au niveau fédéral, que communautaire et régional, mais qui consulte également les « stakeholders », acteurs publics et associatifs engagés dans la lutte contre la pauvreté, ainsi que les associations de personnes défavorisées.

La Strada a pris activement part à ces débats et négociations mis en place en vue d'une meilleure articulation des initiatives et des programmes de lutte contre la pauvreté entre les différents échelons de l'Etat belge et les acteurs de terrain.

En 2016, les points abordés étaient notamment les suivants :

- étude de l'impact d'une augmentation de l'assistance sociale,
- consultation publique sur le socle européen des droits sociaux,
- questions relatives à l'automatisation des droits,
- état des lieux du 2^{ème} Plan national de lutte contre la pauvreté infantile,
- 3^{ème} plan fédéral de lutte contre la pauvreté,
- suivi de l'enquête de la commission européenne concernant le Pilier des droits sociaux et le Semestre européen,
- suivi des Plans de lutte contre la pauvreté à Bruxelles, en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles.

3. AXE AIDE AUX JUSTICIABLES

Chargée de mission : Isabelle ÉTIENNE

A. INTRODUCTION

Malheureusement pour le secteur, l'année 2016 a encore été la source de nombreux bouleversements : les prisons ont connu une longue période de grève qui a eu d'énormes conséquences sur le travail des services externes. La suspension de toutes les activités collectives à la prison de Saint-Gilles débutée le 30 juin 2015 a perduré durant toute l'année 2016, ce qui signifie que les détenus n'ont pas pu accéder aux activités de formation/enseignement, sportives et socio-culturelles.

De plus, suite à une menace de fermeture de la prison de Forest par le Bourgmestre pour des raisons d'insalubrité, l'existence de « trios » (cellules de trois personnes) et l'inaccessibilité de l'Annexe psychiatrique pour les services de secours, ..., des décisions urgentes ont donc dû intervenir.

C'est ainsi que la structure des prisons bruxelloises a été modifiée dans le sens d'une plus grande cohérence : une Direction régionale Centre a été nommée et la prison de Bruxelles rassemble dorénavant les trois sites : Saint-Gilles, Forest et Berkendael. La prison « centralisée » comprend une direction commune, des équipes SPS, le greffe et autres services communs dans l'optique de fonder « une équipe, une prison ». Ceci implique des changements considérables dans le paysage, la prison de Saint-Gilles devant accueillir dans ses murs tous les prévenus écroués ainsi que l'annexe psychiatrique, la prison de Forest devant fermer une aile insalubre et donc devenir une maison de peine avec régime ouvert pour les condamnés bruxellois. La prison de Berkendael quant à elle, n'a pas connu de modifications.

B. LES STRUCTURES DE COORDINATION DES COMMUNAUTÉS DANS LA PRISON BRUXELLOISE (SITE FOREST-SAINT-GILLES ET BERKENDAEL)

1. LE COMITÉ DE CONCERTATION

4 réunions techniques, 4 réunions avec les directions de prison

Depuis 2015, le Comité de concertation a connu quelques modifications d'organisation. En effet, les représentants des Cabinets ne participent plus qu'à une réunion sur deux, l'autre réunion étant considérée comme réunion « technique » préparatoire. Durant l'année 2016, le Comité composé de tous ses membres et des directions de prisons, s'est réuni 4 fois et les réunions techniques préparatoires ont eu lieu 4 fois également.

Il est important de dire que les réunions composées des représentants des cabinets et des Directions de prisons permettent de remettre en lumière certains points importants pour les services au niveau politique. Cette année, les débats ont porté essentiellement sur la reprise des activités collectives à la prison de Saint-Gilles et sur les interventions politiques qui en ont découlé, les grèves et leurs conséquences ainsi que la nouvelle organisation des prisons de Forest et Saint-Gilles.

Le nouveau directeur de la Strada a également pris part à la réunion de concertation du 8 décembre.

2. LES RÉUNIONS DE CONCERTATION COORDINATEURS DES COMMUNAUTÉS-DIRECTION LOCALE DE CHAQUE PRISON

10 réunions à la prison de Forest – 6 réunions à la prison de St Gilles

Les thèmes abordés portaient surtout sur la reprise des activités collectives et toute autre problématique pouvant se poser entre Justice et Communautés.

3. LES GROUPES DE TRAVAIL THÉMATIQUES

Organisation de 3 groupes de travail thématiques pour la coordination Cocom

A) Le groupe Aide psycho-sociale

Quatre réunions autour de ce thème ont été organisées pendant l'année, une visite de travail du Bureau d'Aide Juridique de Bruxelles et la rédaction commune d'un folder reprenant tous les services externes communs pour les Services psycho-sociaux des différents sites.

B) Le groupe Internés

Les membres des services externes de ce groupe ont pu participer à une formation donnée par le Service juridique du SPF Justice pour les intervenants pénitentiaires, la participation ayant été étendue aux services externes. Le thème portait sur la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement. Ce genre d'initiative permet de renforcer les liens Justice-Services des Communautés.

C) Le groupe Relations affectives

Dans le cadre de ce groupe, trois après-midis festives ont été organisées pendant les visites des familles aux détenus de la prison de Saint-Gilles, avec boissons, collations et photos de famille. Cet événement a rencontré un vif succès. Un projet de fête des pères a été initié mais n'a pas pu avoir lieu suite aux grèves des agents pénitentiaires.

D) Les autres groupes ont également poursuivi leurs travaux

- Le groupe Psychosociale Hulp réunissant les travailleurs néerlandophones du secteur ;
- le groupe enseignement-formation qui a rencontré une situation de crise depuis juin 2015 ;
- seule la bibliothèque de la prison de Saint-Gilles a repris ses activités fin d'année 2016 ;
- le groupe culture et bibliothèque a pu, au milieu de l'année, débiter un grand travail de réaménagement de la bibliothèque de Forest, avec pour objectif en 2017 de devenir un lieu où les détenus pourront passer un moment de choix et de lecture de livres.
- Enfin le groupe « Justice réparatrice » qui a organisé une semaine essentiellement dédiée à l'organisation d'activités liées à la Justice réparatrice pour les détenus de la prison de Forest, n'a pas pu l'organiser, comme de coutume, à Saint-Gilles en 2016.

C. LA COORDINATION PROPRE AUX SERVICES AGRÉÉS PAR LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

1. L'ORGANISATION D'UNE MATINÉE D'ÉTUDE

Suite aux moments difficiles vécus par les travailleurs de terrain des services d'aide aux justiciables de la Cocom, la coordination a organisé une matinée d'étude pour faire un bilan et réfléchir ensemble à l'avenir des activités communes en prison par groupes de travail thématiques animés par un intervenant extérieur :

- Permanence Familles
- Accueil Entrants
- Activités socio-culturelles
- Permanence Cocom et suivis individuels

Les conclusions ont permis - ou vont encore permettre en 2017 - de réajuster les activités selon les réflexions et solutions émises par les experts professionnels.

2. L'ORGANISATION D'UNE JOURNÉE THÉMATIQUE

Tous les travailleurs des services d'aide aux justiciables Cocom ont été invités à une journée durant laquelle ils ont pu visiter la prison de Marche-en-Famenne et partager leur expérience avec les travailleurs attachés à cette prison.

3. OUTIL INFORMATIQUE

La création de cet outil, à l'initiative de la coordination Cocom en collaboration avec l'informaticien de la Strada, a permis aux travailleurs de collecter les données de l'année 2016. L'objectif est de permettre d'évaluer le temps d'attente dans les prisons quel que soit le lieu d'entretien. Suite à la longue période de grèves, ce relevé se poursuivra lors des premiers mois de l'année 2017.

La réflexion destinée à créer une liste de suivis communs est toujours en cours.

4. LE KIT DE SORTIE

Durant l'année 2016, la coordinatrice a poursuivi sa tâche de gestion des kits, d'intendance et de distribution de ceux-ci auprès des directeurs des trois prisons bruxelloises.

5. LES BROCHURES

Publicité et gestion des brochures « la prison, s'en sortir », des brochures « familles », des flyers « les 5 services Cocom ». Renouvellement des stocks dans les prisons, distribution dans les divers organismes.

6. ACTIVITÉS JOURNALIÈRES

Participation aux réunions d'équipe de la Strada, réunions pour les activités socioculturelles de

l'Annexe psychiatrique de Forest qui est devenue durant l'année 2016 « Annexe de Saint-Gilles », réunions des Services externes-équipe-soins de l'Annexe, Midis de la Fidex, représentation des Services d'aide aux justiciables Cocom dans diverses manifestations organisées dans les prisons, participation à diverses journées d'études, ...

7. TRANSVERSALITÉ ET COLLABORATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- Participation à la Concertation bruxelloise de l'aide au secteur sans-abri.
- Participation au groupe de travail « Atteintes à l'intégrité des personnes » en vue de l'élaboration du Plan Global de Sécurité et de Prévention à l'Observatoire Bruxelles Prévention et Sécurité.
- Rencontre au SPF Santé Publique autour du projet pilote « drogues et détention » qui sera implanté dans la prison bruxelloise (Site de Saint-Gilles et Site de Berkendael).
- Participation à un Cycle de réflexion "sortie de prison" organisé par la CAAP, ayant plus particulièrement pour thème « les maisons de transition ».
- Participation aux réunions « Capteurs de logement » en vue de développer des possibilités de logement pour les personnes sortant de prison.

D. RÉALISATIONS PROPRES DES COORDINATEURS DES COMMUNAUTÉS

Dans le courant de l'année 2016, les coordinateurs de Communautés ont tout mis en œuvre pour débloquer la situation à Saint-Gilles et l'absence d'activités collectives. De nombreuses démarches ont été effectuées.

Un événement particulier a été organisé pour la première fois le 25 avril 2016 à la prison de Berkendael : la « bourse d'informations » où nous avons pu proposer aux détenues de rencontrer divers services externes susceptibles de les aider durant et après la détention, l'objectif étant de leur permettre de rencontrer les différents travailleurs sociaux et de leur poser toutes les questions importantes à leurs yeux. C'est ainsi que des représentants des services généralistes et de services spécialisés dans les assuétudes, l'enseignement, la formation, le travail, la santé, la médiation, le logement, les étrangers, l'internement ainsi que des travailleurs de CPAS, de mutuelles et de la Maison de Justice, ont participé à cette bourse qui a eu lieu dans la salle de sport de la prison. Cette initiative ayant rencontré un grand succès, elle a été répétée le 5 décembre 2016 à la demande tant des détenues que de la Direction, ainsi que des services participants.

De plus, les coordinateurs des Communautés ont poursuivi leur travail de mise en place d'activités spécifiques :

- mise à jour d'outils spécifiques, par exemple : actualisation de la liste de contacts reprenant tous les services externes actifs dans les prisons bruxelloises (personnel et coordonnées); diffusion de celle-ci ; mise à jour des brochures communes, de procédures communes.
- Organisation d'activités communes, par exemple : la troisième « Semaine de la Justice réparatrice » à la prison de Forest qui a eu un impact positif. La cinquième « Semaine de la Justice réparatrice » à la prison de Saint-Gilles a été préparée mais n'a pu être organisée.
- Rencontres communes avec l'équipe soins de l'Annexe de la prison de Forest, des membres du SPS des prisons bruxelloises, ...

E. EN CONCLUSION

Il faut rappeler encore une fois que le travail de coordination exige à la fois d'organiser des activités très diversifiées et requiert une disponibilité (et une patience) constantes pour répondre aux besoins de concertation et de partenariats (sans lesquels Bruxelles-capitale ne pourrait réaliser ses objectifs d'aide aux personnes détenues et à leurs proches), ainsi qu'un travail de pilotage et de concertation réunissant les Communautés française et flamande sur le territoire bruxellois, tel qu'il est requis dans la mission générale de coordination de la Commission communautaire commune.

Il faut aussi préciser qu'un accord de coopération bruxellois (toutes communautés confondues) avec la Justice reste une priorité mais n'a pas encore pu aboutir vu les événements qui ont marqué cette année encore le travail des services au sein des prisons, soit une longue période de grève et un changement profond de l'organisation centralisée de la prison de Bruxelles.

4. AXE COMMUNICATION, ÉCHANGE D'INFORMATIONS

Chargée de mission : Cécile VANDEN BOSSCHE

A. DIFFUSION DE L'INFORMATION

1. PLAN DE COMMUNICATION

Un plan de communication de la Strada a été rédigé. Ce document, une fois validé, doit s'insérer dans un plan stratégique général de la Strada. Il décline spécifiquement la stratégie de communication de l'organisation en objectifs et actions planifiées et prioritaires. Il identifie les personnes ressources, les procédures internes, le développement et l'orientation des différents canaux de communication disponibles ou à créer. Il s'agit donc d'un cadre de référence. La démarche repose sur une analyse de la situation existante et sur une description claire de la situation souhaitée en matière de communication interne et externe, en fonction des 3 axes d'activité de la Strada.

2. SITE INTERNET

Le nouveau site internet de la Strada (www.lastrada.brussels) a été mis à jour tout au long de l'année. Les actualités du secteur à destination des acteurs concernés se trouvent épinglées sous forme de brèves en page d'accueil. La veille sur l'actualité permet d'informer un large public et d'assurer le reflet des activités, productions et réflexions sectorielles.

En plus des publications et analyses propres à la Strada, le site donne accès aux publications des partenaires. La Strada juge essentiel de s'appuyer sur le travail déjà fourni pour continuer à favoriser la réflexion et la concertation en lien étroit avec les missions sectorielles.

Le site donne également accès aux statistiques produites par la Strada, en ce compris les résultats des dénombrements, aux agendas des Concertations et à leurs comptes-rendus, à la structure et composition du secteur et aux textes juridiques qui en assurent les fondements, à différents outils comme la consultation en ligne du plan de services d'aide en RBC, à une FAQ à destination du grand public sur une partie des thématiques traitées par le secteur, ...

Au 31 décembre 2016, nous comptabilisons une moyenne de 30 visites par jour sur le site www.lastrada.brussels.

3. PILS

La Plate-forme Informatrice de la Strada (PILS) permet aux acteurs de terrain de prendre quotidiennement connaissance des places disponibles dans les maisons d'accueil de la Région ainsi que l'actualité liée au Plan hivernal. C'est le Centre Ariane qui alimente l'information. En 2016, plusieurs centaines de travailleurs sociaux (secteur, CPAS, CASG) et travailleurs de rue ont reçu directement ces informations dans leur boîte mail, dans les deux langues.

4. NEWSLETTER

La Gazzetta est diffusée d'ordinaire tous les mois et demi (sauf congés scolaires). Son objectif est d'annoncer ou de relayer les actualités relatives au secteur. Elle inclut un agenda, une revue de presse, des publications épinglées, des appels à projets et donne également un éclairage sur l'actualité de l'aide aux justiciables. La Gazzetta n'a pu être diffusée au cours de l'année 2016 pour 2 raisons principales :

1. la complexité technique : devant être générée via le nouveau site internet Strada, elle a dû être mise en stand-by. Les adaptations techniques et informatiques nécessaires à sa relance seront effectuées en 2017.
2. Le manque de temps : pris par d'autres dossiers suite aux départs de membres de l'équipe et en l'absence de direction, le temps consacré à sa production a été dévolu à d'autres dossiers.

5. PLANS « SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES SANS ABRI ET SERVICES D'AIDE AUX JUSTICIAIBLES »

En 2016, 15 292 plans ont été distribués sur demande

Le plan est utilisé comme outil d'orientation des personnes dans leur travail quotidien. Les utilisateurs sont majoritairement des services du secteur bruxellois de l'aide aux personnes sans abri, mais aussi d'autres services proches ou éloignés du secteur mais nécessitant des informations, la Croix rouge, Fédasil, ainsi que des services établis hors de la Région bruxelloise.

Certaines ambassades européennes demandent également des plans dans le but explicite d'y loger des personnes venues à Bruxelles pour travailler et désirant bénéficier d'un logement et de services gratuits, arguant un droit équitable à l'accès aux services mis en place par les autorités belges...

Une mise à jour des informations reprises sur le document a été réalisée en fin d'année 2016. La nouvelle édition 2017 du plan est disponible depuis février 2017, les commandes peuvent être effectuées par le biais du nouveau site web www.lastrada.brussels.

6. MIDIS DE LA STRADA

2 Midis de la Strada, 76 participants

L'objectif est de débattre des recherches et expériences partagées dans le secteur ou en Région bruxelloise et d'augmenter les connaissances des travailleurs du secteur ou proches du secteur.

Deux réunions ont été organisées en 2016 :

1. 20/01/2016 : Présentation et débat autour de la recherche "Evaluation de l'aide médicale urgente (AMU) pour les personnes sans-papiers en Belgique : quelles améliorations apporter ?" par Marie Dauvrin, chargée de recherches, Institut de recherche santé et société, Université catholique de Louvain.
- 12/04/2016 : Présentation et débat autour de la recherche « Femmes en rue, dans les services d'hébergement d'urgence et les maisons d'accueil bruxelloises » par la Strada.

7. VEILLE INFORMATIVE

Elle comprend les articles de presse traitant du sans-abrisme en RBC et ailleurs, seulement si la qualité des informations justifie de les épingle. Une veille des interpellations parlementaires bruxelloises relatives à la situation des personnes sans-abri synthétise, quant à elle, les interpellations en lien avec le sans-abrisme au sein des commissions logement, santé, affaires sociales.

8. BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque de la Strada a été mise à jour. L'intégralité des ouvrages, publications et abonnements ont été recensés, triés et encodés de manière à faciliter un système de prêts gratuit intra et extra sectoriel. De nouveaux ouvrages ont été commandés en fin d'année afin d'étoffer le catalogue.

B. PARTICIPATION ET INTERVENTIONS LORS DE COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDE, SÉMINAIRES

1. TRANSMISSION DE L'EXPERTISE DE LA STRADA LORS DE COLLOQUES

Interventions publiques lors de colloques :

- 21/01/2016 : Présentation du sans-abrisme et du mal-logement en chiffres : « Thuislozen in Brussel - huisvesting als vertrek en eindpunt ? Politiek debat over dak- en thuislozen in Brussel » – Curieus Brussel (SP. A), Het Huizeke, Bruxelles.
- 30/05/2016 : Présentation de la méthodologie et des résultats du dénombrement des personnes sans abri et mal logées à Bruxelles: « More than a street count. Counting rough sleepers in Brussels Summer school 'Reaching out to hard-to-survey groups among the poor' » (30 May-3 June 2016), INGRID, Integrating expertise in inclusive growth - HIVA-KU Leuven.
- 2/06/2016 : Présentation de la Strada au Salon Habitoools – RBDH-BBRoW, Gemeenschapscentrum De Markten, Bruxelles.
- 9/06/2016 : Présentation de la problématique sans abri et mal logement « Realities of homelessness/homeless services/policies/street count in Brussels », HABITACT-Meeting (réseau des acteurs logement en Europe) – FEANTSA Policy Conference 2016, Egmontpaleis, Brussel.
- 24/10/2016 : « Maisons pirates...vraiment?. Les services d'hébergement non agréés: pour qui, comment? Pourquoi? » – CEDS Liège.

Présentations spécifiques à la demande de services:

- 20/05/2016 : Présentation à la Cellule logement de Molenbeek.

- 7/6/2016 : Présentation du secteur bruxellois de l'aide aux personnes sans-abri – Conseil consultatif du Logement Molenbeek.
- 5/12 /2016 : Présentation du secteur de l'aide aux personnes sans abri – Coordination sociale du CPAS de Watermael Boistfort.

Animation de groupes de travail

- 1/12/2016 : Colloque : « Précarité et santé mentale, qui mène la danse ? » Animation de l'atelier « Echanges en ateliers participatifs sur le thème : Accompagner des personnes en souffrance psychique et en situation de précarité : réalités, réponses et recommandations » - CPAS Schaerbeek.

Participation aux manifestations suivantes :

- 19/01/2016 : Brussels Platform Partner- en interfamiliaal geweld - Institut pour l'égalité des femmes et des hommes – SPP Emploi, Travail et Concertation sociale.
- 28/01/2016 : Brussels Platform : « De asielinstanties en de verhoogde instroom van asielzoekers » – Vluchtelingenwerk Vlaanderen en leden, vzw Foyer, Molenbeek.
- 29/01/2016 : Colloque « Accélérer la production de logements à caractère social en diversifiant les acteurs et les méthodes » - Université Saint-Louis.
- 19/02/2016 : Crise des migrants - CASG.
- 3/03/2016 : Présentation de la publication portant sur le projet collectif et solidaire de logement « Leeggoed, een tijdelijke bezetting in 7 leegstaande woningen van de Elsense Haard door de bewoners van Leeggoed en de ondersteunende organisaties » – Jes vzw, Bij Ons vzw en Samenlevingsopbouw Brussel vzw.
- 9/03/2016 : Brussels Platform Vluchtelingen – BWR.
- 10/3/2016 : « Présentation d'outils pour faciliter le travail en réseau » - Projet Psy 107 Bruxelles-Est.
- 11/3/2016 : « Enrayer la fabrique des pauvres » - Forum Bruxelles contre les inégalités.
- 12/04/2016 : Présentation du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté 2015 « La Crise dessine le visage de la pauvreté » - SPP Intégration sociale, Residence Palace, Bruxelles.
- 22/04/2016 : Migration et santé mentale – MDM.
- 9-10/06/2016 - FEANTSA Policy Conference 2016 ; 9/06 - conférence d'une journée entière sur le projet d'expérimentation sociale « Housing First Belgium » ; 10/06 - conférence politique européenne de la FEANTSA sur les pratiques innovantes des quatre coins de l'Europe.

- 14/09/2016 : 14/09/2016 : Colloque « SISP – Maisons d’accueil : convention article 13 Bis en faveur des personnes victimes de violences conjugale et intrafamiliale » - SLRB, Bruxelles.
- 6/10/2016 : « La fabrique des pauvres ». Débat sur les vulnérabilités sociales en Région bruxelloise - Forum Bruxelles contre les inégalités.
- 17/10/2016 : Journée Mondiale du Refus de la Misère, Journée d’actions au Parlement de la Région de Bruxelles – Capitale - Brussels Platform Armoede.
- 20/10/2016 : Colloque « La fin du sans-abrisme. Du rêve à la réalité » - IDR.
- 21/10/2016 – « 40 ans, loi organique. Les pauvres sont-ils un problème ? » - CPAS Forest.
- 24/10/2016 : Projection + débat webdocumentaire « Les nouveaux pauvres, ils sont partout » - Forum Bruxelles contre les inégalités.
- 22/11/2016 : « Accompagnement des victimes de violences conjugales entre partenaires : de la mise à l’abri à la reconstruction de soi » - AMA.
- 24/10/2016 : Projection + débat webdocumentaire « Les nouveaux pauvres, ils sont partout » - Forum Bruxelles contre les inégalités.
- 30/11/2016 : Colloque « Travailler en réseau intersectoriel autour de la personne handicapée et d’autres publics », Présentation du Vademecum du Travail en réseau Intersectoriel - Bataclan asbl, Parlement Bruxellois.
- 15/12/2016 « Inclusion, 40 ans des CPAS » - SPP Intégration sociale.

2. SEMAINE DU SECTEUR DE L’AIDE AUX SANS-ABRI

Depuis 2000, le BWR (Conseil du secteur social néerlandophone à Bruxelles) associé au Regio-Overleg Thuislozenzorg (Concertation du secteur de l’aide aux sans-abri néerlandophone), la Fédération Bico, l’AMA – Fédération des maisons d’accueil et des services d’aide aux sans-abri - et le Centre de Documentation et de Coordination Sociale organisent à tour de rôle et en partenariat **‘La Semaine du secteur bruxellois de l’aide aux sans-abri’**. L’objectif d’une telle semaine est de promouvoir les contacts entre les institutions d’aide aux personnes sans-abri francophones, flamandes et relevant des services bicommunautaires, par la rencontre et l’échange de pratiques, mais aussi de lancer des ponts vers les différents secteurs qui sont confrontés au même public et aux mêmes problématiques.

La 15^{ème} édition s’est tenue du 14 au 18 novembre-2016. Thème de cette année “Créativité du secteur sans-abri : les outils, projets & aménagements qui améliorent le quotidien (des partenaires, des usagers ou du personnel) », fil rouge des rencontres.

15 personnes issues du secteur, des CPAS et secteur de la santé ont rencontré la Strada et échangé sur les enjeux du secteur. La Strada a, quant à elle, rencontré 5 services participants et pris part aux échanges intersectoriels dans ce cadre.

C. COMITÉS DE PILOTAGE ET ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

CAPTEUR DE LOGEMENTS, INITIATIVE DE L'ASBL ILOT

3 réunions du Comité de pilotage

La Strada participe depuis le début au Comité de pilotage du projet.

L'objectif de la cellule est de trouver des logements ou d'en créer pour les mettre à disposition d'un certain nombre de « services envoyeurs » du secteur. Il s'agit de maisons d'accueil, de services de jour, de services travaillant en rue, de services de guidance à domicile, de service d'urgence.

2 axes de travail se dégagent :

- la captation directe à court terme par prospection sur le marché bruxellois de biens immobiliers auprès de simples et de multipropriétaires privés ;
- la captation indirecte à moyen/long terme par la recherche de partenaires associatifs et d'investisseurs sociaux en vue de faire du montage de projets immobiliers « sur mesure ». Cela va de l'accompagnement d'un projet depuis la prospection immobilière (recherche du bâtiment) jusqu'à la mise à disposition des logements pour notre public via l'intermédiaire d'une Agence Immobilière Sociale.

La question se pose à présent de l'élargissement de l'action de la cellule à d'autres services envoyeurs que ceux ayant participé au départ du projet.

5. AXE SUPPORT

A. SUPPORT INFORMATIQUE

Chargé de projet : Philippe LAMBOTTE

Les tâches de l'informaticien sont multiples et portent sur différents niveaux : gestion des infrastructures, gestion de Bruereg, création du niveau site *lastrada.brussels*, gestion PILS, gestion PILS-SMS, gestion infrastructure Web (voir aussi l'axe Communication/information).

1. LES TÂCHES RÉCURRENTES

Les tâches comme celles de la gestion des comptes, deviennent quasiment récurrentes à la Strada, vu le turn-over accéléré du personnel... :

- gestion du parc informatique : nouveau PC, ancien PC, backup – nettoyage des comptes,
- connexion aux divers services internes (serveur de partage de fichiers, gestion des emails, agendas partagés, etc.),
- gestion des connexions aux divers sites.

2. CLARIFICATION SUR DIVERS SITES

Pour rappel, en l'année 2015, une clarification du rôle de chaque site a été effectuée :

- *ajw-bru.brussels* : l'aide aux justiciables,
- *bruereg-lastrada.brussels* : base de données sans-abri pour le secteur,
- *lstb.be* : en désuétude, devra être abandonné et substitué par *lastrada.brussels* et *lastradapils.brussels*,
- *lastrada.brussels* : site dédié aux productions de la Strada. Ne communique que des informations produites par la Strada,
- *lastradapils.brussels* : site dédié à la PILS : des outils et des informations pour et/ou par le secteur.

3. OUTILS ET COLLABORATION AVEC LE SECTEUR

Au-delà des tâches récurrentes, et malgré les conditions de travail pas toujours évidentes, on a pu créer divers outils.

1. Sur le site de La Strada

Un nouvel outil de gestion de commande de plans a été mis en œuvre.

2. Sur le site de l'aide aux justiciables

Sur le site *ajw-bru*, nous avons créé un outil d'encodage du temps d'attente dans les prisons.

Cet outil permet de générer des statistiques très précises par prisons, sur les causes de la perte de temps pour les travailleurs du secteur.

Un deuxième outil destiné aux visites a été commencé. Il devra être complété en 2017 afin d'être utilisé par

les travailleurs du secteur.

3. Sur le site de La Strada PILS

Sur le site lastradapils.brussels, nous avons mis en place un outil permettant de gérer le dénombrement. Par exemple : la cartographie en ligne de l'identification des lieux, inscription des volontaires au dénombrement, ...).

Cette première version a été utilisée par certaines associations du secteur. Elle a été la base de l'outil beaucoup plus complet utilisé ensuite par le dénombrement de mars 2017.

Une cartographie des services devra être complétée pour pouvoir être le pendant de la version papier du plan.

1. CDCS : carnet d'adresses partagé

Un des postes les plus chronophages est celui de l'actualisation des carnets d'adresses. Un de nos défis est de faire un carnet d'adresses via le protocole "card-dav". Ce carnet d'adresses serait partageable sur n'importe quel support (PC, smartphone, tablette, etc.)

Pour rappel, en 2015, nous avons mis en place un serveur "DAV" - communément appelé "cloud".

Hébergeant nous-mêmes ce serveur, nous pouvons assurer dès lors que le partage de documents, d'agendas, se fait avec le plus haut degré de confidentialité possible.

En 2016, nous avons créé une librairie "proof-of-concept", nous avons réussi à prouver qu'il était possible de synchroniser les plus de 7200 contacts social-santé de la Région Bruxelloise

Le CDCS nous a invité à participer comme "stakeholder" pour les conseiller dans la refonte de leur nouveau site. Nous avons insisté sur le besoin du secteur d'avoir des données open-datas accessibles via des web-services. Ce travail va déboucher en 2017 en une API, dont nous sommes les bêta-testeurs.

2. DoucheFLUX : le guichet d'infos

En 2016, nous avons conseillé DoucheFLUX dans leur réflexion sur le "guichet d'infos", un site permettant de répondre aux différents besoins des sans-abri. Nous les avons notamment conseillés sur une structure d'encodage données en arborescence et une recherche des données contextuelles.

Ce projet sera concrétisé cette année 2017 avec la conception du site moteur de recherche.

4. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Si l'année 2015 a été une année de "nettoyage" et de remise à niveau, 2016 aura été une année où l'on commence à récolter les fruits de ce qui a été mis en place malgré des circonstances un peu pénibles.

Plusieurs chantiers portent déjà leurs effets au niveau organisationnel et certains ne montreront leurs effets qu'en 2017.

Au menu de 2017 :

- refonte complète du site PILS,
- mise à disposition d'un outil web complet de dénombrement,
- création des carnets d'adresses partagés.

B. SUPPORT ADMINISTRATIF

Chargé de projet : Laurent VAN HOOREBEKE

Le support administratif concerne principalement les tâches liées à la comptabilité et aux finances, à la traduction de textes, et à l'encodage de la comptabilité.

1. COMPTABILITÉ ET FINANCES

La charge de travail liée à ces fonctions a sensiblement augmenté avec les années. La raison en est l'augmentation générale des activités et des moyens financiers mais aussi la diversité des sources de financement. Pour l'année 2016, ce ne sont pas moins de 8 sources de financement différentes qu'il a fallu gérer. Nos bailleurs actuels sont notamment :

- la Cocom pour notre fonctionnement de base et pour l'évaluation du Housing First Cocom,
- la Loterie Nationale pour l'évaluation du volet bruxellois des projets Housing First subventionnés par le Fédéral,
- la Fondation Roi Baudouin pour la préparation et l'animation du réseau Housing First,
- le Fonds 4S pour des frais de formation,
- le Maribel Social pour les frais de personnel de deux mi-temps,
- une donation privée pour l'aménagement d'un coin enfants-famille en prison.

Grâce à la réorganisation interne de l'équipe, la stabilité de l'encodage comptable a été garantie par une seule et même personne durant toute l'année.

La mise en place d'un plan de trésorerie a permis d'anticiper les besoins en liquidités en fin d'année. Le Crédal nous a octroyé une fois de plus un crédit-pont à un taux bien inférieur à ce que nous proposent les banques.

2. TRADUCTIONS

En tant que service bicommunautaire, nous devons publier nos documents et nos rapports/publications dans les deux langues. La traduction de courtes notes ou d'articles sur notre site est réalisée en interne. Pour faciliter les adaptations multiples des textes et des rapports rédigés par les membres de l'équipe dans les deux langues, d'autres traductions sont effectuées en interne. Pour la traduction de rapports plus conséquents et « finis » (qui ne font plus l'objet de réajustements), nous faisons appel à des traducteurs externes dont c'est le métier.

Il est important de noter que la traduction est une activité chronophage : la traduction d'un rapport même par un service professionnel extérieur prend plusieurs semaines à plusieurs mois, et toute traduction effectuée par un service externe doit être relu en interne car le vocabulaire propre à notre secteur peut être mal interprété et donc mal traduit. Il conviendrait de disposer d'un service de traduction capable de se spécialiser et susceptible de devenir un partenaire privilégié qui nous décharge d'un poids gourmand en moyens humains et en temps.

6. AXE GESTION INTERNE

A. GESTION DE L'ÉQUIPE

La direction a connu une longue période d'incertitude. Les deux directeurs ont été absents pour maladie de longue durée quasiment durant toute l'année 2016. Le directeur a démissionné et la directrice adjointe n'a pas repris ses fonctions suite à son départ pour raisons médicales. Pendant de longs mois, l'équipe a travaillé en interne en auto-gestion. La gestion comptable et la liaison avec le secrétariat social étaient assurées par Laurent VAN HOOREBEKE. Pour le reste, les décisions étaient prises de façon collégiale et transmises au CA.

Cette période s'est terminée mi-octobre, avec l'arrivée d'un nouveau directeur, engagé à temps plein pour gérer la Strada mais aussi, en 2017, pour mettre sur pied, organiser et diriger une nouvelle structure telle qu'envisagée dans le projet de future ordonnance sur le sans-abrisme, le BIS. N'étant pas issu du secteur, l'équipe a pris le temps de l'accueillir et de l'informer au fur et à mesure sur les éléments utiles à une bonne compréhension des événements et actions en cours.

Sa première tâche a été d'intégrer l'organisation du dénombrement de novembre, prévu 3 semaines après son arrivée. Il a rencontré chaque membre de l'équipe individuellement, a repris l'animation des réunions d'équipe et projeté une mise au vert début 2017 pour lancer un travail de redéfinition interne des priorités et des objectifs de la Strada.

L'équipe a également connu d'importants changements : 2 départs (en plus de la direction) et 2 arrivées supplémentaires, avec des fonctions dont la continuité n'est pas assurée ou qui doivent être repensées. Ainsi, les espaces de parole répondent à des besoins et des attentes mais Jean-Louis LINCAMPES a posé la question de savoir si le dispositif n'avait pas atteint ses limites. L'idée de faire de la participation un 4^e axe à part entière plutôt qu'un simple complément fait son chemin depuis plusieurs mois au sein de l'équipe et sera abordée lors de la mise au vert de 2017.

Les mouvements ne facilitent pas le travail et il est nécessaire qu'en 2017, les conditions de stabilisation d'une équipe renouvelée soient réunies.

B. COMPOSITION DE L'ÉQUIPE EN 2016

Présents toute l'année

Isabelle ETIENNE, coordinatrice des services d'aide aux justiciables CCC, assistante sociale, CDI 1 ETP,

Philippe LAMBOTTE, responsable TIC, informaticien, CDI 0,6 ETP, dont 0,5 Maribel,

Jean-Louis LINCAMPES, chargé de mission, assistant social, CDI 0,4 ETP jusqu'au 31 décembre,

Lucie Martin, chargée de mission, sociologue, CDD 0,5 ETP,

Nicole MONDELAERS, chargée de mission, germaniste et archiviste, CDI, 0,8 ETP puis 1 ETP,

Annette PERDAENS, chargée de mission, sociologue, volontaire 0,6 ETP,

Cécile VANDEN BOSSCHE, chargée de communication, journaliste CDI 0,5 ETP,

Laurent VAN HOOREBEKE, chargé des finances et des traductions, criminologue, CDI, 0,8 ETP dont 0,5 Maribel.

Départs en cours d'année :

Martin WAGENER, directeur stratégique et scientifique, sociologue, CDI 0,6 ETP jusqu'au 28 juillet 2016,

Romain LIAGRE, chargé de mission, géographe, CDI, 1 ETP, jusqu'au 5 avril,

Olivia DARDENNE, directrice-adjointe, licenciée en santé publique, CDI 0,8 ETP, jusque fin février 2016.

Arrivés en fin d'année

Yahyâ HACHEM SAMII, directeur, criminologue, CDI, 1 ETP à partir du 15 octobre,

Anne-Françoise BEGUIN, chargée de mission, renfort dénombrement du 6 mars 2017, historienne, CDD, 0,5 ETP à partir du 28 décembre,

Nathalie DEROO, assistante administrative, renfort dénombrement du 6 mars 2017, bibliothécaire-documentaliste, CDD, 0,5 ETP à partir du 21 décembre.

Direction	Martin Wagener (en maladie dès janvier, puis fin de contrat le 28/7)		Yahyâ Hachem Samii (à partir du 15/10)
Direction adjointe	Olivia Dardenne (en maladie depuis janvier 2016)		
Responsable support IT	Philippe Lambotte		
Comptabilité - Traduction	Laurent Van Hoorebeke		
Chargée de communication	Cécile Vanden Bossche		
Coordination des services d'aide aux justiciables	Isabelle Etienne		
Chargé de mission RCD	Jasper De Witte		
Chargé de mission Recherche	Romain Liagre (jusqu'au 5/4)		
Chargé de mission Espaces de parole	Jean-Louis Linchamps		
Chargée de mission Concertation et Recherche	Nicole Mondelaers		
Chargée de mission Housing First	Lucie Martin		
Chargés de mission Dénombrement	Nicole Mondelaers	Anne-Françoise Beguin (à partir du 28/12) Nathalie Deroo (à partir du 21/12)	
Chargée de mission bénévole	Annette Perdaens		

C. CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. PARTICIPATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le CA s'est réorganisé, avec la nomination d'une nouvelle présidente et d'un nouveau vice-président, nominations intervenues avant l'été 2016. Il a été informé des activités de l'équipe et a sélectionné une nouvelle direction. Dans l'intervalle, les cabinets ont émis une proposition quant à l'avenir de la Strada : il s'agirait de fusionner celle-ci avec le futur Bureau d'Insertion Sociale prévu dans les projets de la future ordonnance sur le sans-abrisme et prévu au budget de la Cocom en tant que tel. Le nouveau directeur a d'ailleurs été engagé pour diriger également, à terme, cette nouvelle structure.

Lien entre l'équipe et le CA, la direction est invitée aux réunions du CA, assure la prise de note et la rédaction des PV, rend compte de l'évolution de l'équipe. Il lui a été demandé de réaliser un « rapport d'étonnement » qu'il a remis à la mi-décembre et que le CA utilisera comme outil pour les premières réunions de 2017.

2. COMPOSITION

Karen METS, Présidente,
Éric NSANZABANDI GASORE, Vice-Président.

Représentants des cabinets ministériels bruxellois :

Rocco VITALI (cabinet Fremault, Cocom),
Christine DEKONINCK (cabinet Smet, Cocom),
Martin DE DRÉE (cabinet Fremault, Cocof),
Sabine DAENENS (cabinet Debaets, VGC).

Représentants du secteur :

Birger BLANCKE (fédération Bico),
Jo GEYSEN, remplacé ensuite par Bob VAN HOECKE (Regio overleg),
Christine VANHESSSEN, Secrétaire du CA (AMA).

D. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale est composée comme suit :

- des représentants de tous les Ministres de la Région bruxelloise et des instances communautaires ;
- deux représentants par fédérations ou associations de structures d'aide aux personnes sans-abri à Bruxelles :
- une personne représentant les usagers ;
- un représentant de l'Observatoire de la Santé et du Social.

La direction est chargée de la prise de notes et de la rédaction du PV. L'équipe est invitée à assister à l'assemblée générale.

CONCLUSION

L'année 2016 a été particulièrement mouvementée, 2017 s'annonce également fort chargée. Outre la poursuite des multiples missions et projets, il faut engager de nouveaux collègues et reconstituer une équipe. Les besoins actuels sont importants et il faudra vraisemblablement poursuivre la diversification des sources de financement pour étoffer les moyens humains.

Mais l'enjeu le plus important est évidemment la future ordonnance qui va redessiner le secteur de l'aide aux personnes sans abri et la Strada. Elle mobilise énormément de temps en réunions, en concertations diverses, en réflexions, préparations et rédactions. Nous devons veiller à ce que le centre d'appui puisse bénéficier de cette réforme pour se développer en phase avec ses objectifs et les besoins des acteurs que nous aidons au quotidien. La Strada est en effet attendue pour poursuivre le travail de mise en réseau et de concertation entre tous les intervenants (public, travailleurs, services, décideurs politiques), pour fournir des données et des analyses objectives, ainsi que des recommandations en vue d'améliorer les réponses aux problèmes rencontrés par nos concitoyens dans leurs multiples réalités de vie. Autant de missions qui doivent se renforcer aux côtés ou au sein d'une nouvelle structure annoncée dans le cadre de l'avant-projet d'ordonnance, mais qui ne peuvent être valables que si la structure dispose des moyens et des modalités de travail pour renforcer sa légitimité et la confiance de tous ses partenaires.

En ce sens, la discussion sur l'avenir engage tous les niveaux. En externe, avec l'ensemble des services du secteur lui-même mais aussi des secteurs connexes, soucieux de pouvoir poursuivre les collaborations établies. En interne, à tous les étages de l'ASBL : AG, CA et équipe sont amenés à réfléchir, discuter et décider, chacun dans sa sphère d'action, sur les éléments qui vont déterminer l'avenir du service.

L'équipe s'y est attelée dès le début de l'année 2017, lors d'une mise au vert dont les résultats sont synthétisés par la direction dans des documents qui seront présentés aux différentes instances. Nous espérons ainsi, dans une époque riche en tensions, source d'inquiétudes et d'espoirs, pouvoir faire traduire les attentes et les promesses en réalité.

GLOSSAIRE DES ABREVIATIONS

AG	Assemblée générale
AIS	Agence immobilière sociale
AMA	Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abris
AMU	Aide médicale urgente
ASBL	Association sans but lucratif
Belspo-BRAIN	Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale - Belgian research action through interdisciplinary networks
BIS	Bureau d'insertion sociale
BWR	Brusselse welzijns- en gezondheidsraad
CA	Conseil d'administration
CASG	Centre d'action sociale globale
CAW	Centrum algemeen welzijnswerk
CDCS	Centre de documentation et de coordination sociales
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CEDS	Centre d'études et de documentation sociales
CLTB	Community land trust de Bruxelles
Cocof	Commission communautaire française
Cocom	Commission communautaire commune
CPAS	Centre public d'action sociale
CPVP	Commission de la protection de la vie privée
ETHOS	European typology on homelessness and housing exclusion
ETP	Equivalent temps-plein
FAQ	Frequently asked questions
FEANTSA	Fédération européenne des organisations nationales qui travaillent avec des personnes sans-abri
FdSS	Fédération des services sociaux
FéBUL	Fédération bruxelloise de l'union pour le logement
FSSMB	Fédération des services de santé mentale bruxellois francophones
GT	Groupe de travail
HF	Housing first
HIVA	Onderzoeksinstituut voor arbeid en samenleving
IDR	Infirmiers de rue
ISFSC	Institut supérieur de formation sociale et de communication
KSZ	Kruispuntbank van de sociale zekerheid
KU Leuven	Katholieke universiteit Leuven
LBFSM	Ligue bruxelloise francophone de santé mentale
LUCAS	Centrum voor zorgonderzoek en consultancy
MAG	Méthode d'analyse en groupe
MDM	Médecins du monde
MEHOBEL	Measuring homelessness in Belgium
PILS	Plateforme informative de la Strada
PNR	Programme national de réforme
RBC	Région de Bruxelles-Capitale

RBDH – BBRoW	Rassemblement bruxellois pour le droit à l’habitat - Brusselse bond voor het recht op wonen
RCD	Recueil central des données
SASLS	Service d'accompagnement social aux locataires sociaux
SDF	Sans domicile fixe
SHNA	Structure d’hébergement non agréée
SISP	Société immobilière de service public
SLRB	Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale
SMES-B	Santé mentale et exclusion sociale - Belgique
SNCB	Société nationale des chemins de fer belge
SPP	Service public de programmation
SPS	Service psycho-social pénitentiaire
STSM	Short term scientific missions
STIB	Société des transports intercommunaux de Bruxelles
TIC	Technologies de l’information et de la communication
ULg	Université de Liège
VGC	Vlaamse gemeenschapscommissie
VZW	Vereniging zonder winstoogmerk